

# FÉDÉRATION CGT DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

## UNION FÉDÉRALE DE L'ACTION SOCIALE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### CDEF EYSINES (33) : LES LANCEURS D'ALERTE AVAIENT RAISON ! ET MAINTENANT ?

Le magazine de France 3 « Pièces à convictions » a diffusé, le 16 janvier, une émission accablante sur l'état de la Protection de l'Enfance dans certains départements : manque de moyens, accompagnements éducatifs des enfants et suivis inappropriés à leurs problématiques.

Le reportage en caméra cachée au sein du CDEF de la Gironde est terrible : les personnels sont non formés et dépassés, en nombre insuffisant, peu ou pas soutenus, enfants et adolescents accueillis en trop grand nombre sur les mêmes lieux, sans prise en compte de leurs pathologies,...

En avril 2017, 7 agents du CDEF, après avoir vainement alerté toutes les instances de l'établissement et du Conseil Départemental, ont interpellé les élus et la presse sur la situation dramatique des prises en charge des jeunes (viols, violences, etc). Ils n'ont pas été entendus et se sont même vus sanctionnés en septembre 2017 pour avoir enfreint leur « devoir de réserve » !!!

Force est de constater que ces agents avaient raison ! Et, aujourd'hui, les élus (conseil départemental de la Gironde, des sénateurs) s'émeuvent et lancent enquêtes et réflexions... Nos collègues ont payé durement de faire éclater la vérité !

L'UFAS-CGT exige du Conseil Départemental de la Gironde et de la direction du CDEF l'annulation des sanctions iniques qu'ont reçues nos collègues, le paiement de leurs salaires suspendus et le remboursement de leur frais de justice.

L'UFAS-CGT rappelle son attachement au service public de l'Aide Sociale à l'Enfance, à la Protection de l'Enfance et revendique l'obligation d'emploi de personnels formés, diplômés, en nombre suffisant, un encadrement sécurisant, une transparence totale et le contrôle rigoureux du financement de ce secteur y compris du secteur associatif.

Nous demandons la mise en place d'une structure permanente et paritaire dans les départements entre les Conseil Départementaux, l'État et les organisations syndicales de salarié.e.s pour exercer une véritable vigilance en vue de l'amélioration de la prise en charge, notamment avec des moyens de la pédopsychiatrie, de la prévention spécialisée et de l'ensemble de l'insertion sociale. Les enfants et adolescents ne doivent plus jamais être les enfants sacrifié.e.s de la République.

Montreuil, le 24 janvier 2019.

*CDEF : Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, structure publique en gestion départementale qui a vocation à accueillir les enfants et ados en grande difficulté sociale en Gironde, environ 400 enfants et ados accueillis...En Gironde, 80% de la protection de l'Enfance est assurée par le secteur associatif avec un financement du Conseil Départemental. A savoir qu'il y a aussi des enfants relevant de la Protection de l'Enfance accompagné.e.s sur un plan éducatif et thérapeutique dans des structures (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique, Institut Médico Éducatif,...) relevant de l'Agence Régionale de Santé.*

Case 538  
263, rue de Paris  
93515 Montreuil Cedex

06/19

Tél : 01.55.82.87.88  
Fax : 01.55.82.87.74  
E-Mail :  
sg@sante.cgt.fr